PERE VILANOVA*

2004, UNE ANNÉE DIFFICILE À OUBLIER

Le titre de cette Chronique est en effet très explicite, l'année 2004 restera dans nos mémoires comme une période difficile à oublier. Deux éléments en sont les références essentielles : le terrible attentat terroriste du 11 mars à Madrid, et la victoire électorale de Rodríguez Zapatero trois jours plus tard, le 14 mars. Bien sûr, d'autres éléments jouent dans ce bilan complexe, mais ils tournent d'une façon ou d'une autre autour de ces deux dates.

JOSÉ MARÍA AZNAR : UN BILAN SÉVÈRE

Il faut sans doute commencer par une tentative de bilan des années Aznar, puisque 2005 verra le trentième anniversaire de la disparition de Franco. La démocratie espagnole, une des dernières arrivées au club des démocraties de l'Europe occidentale (avec le Portugal et la Grèce) dans la foulée des transitions des années 1974-1975, est donc vieille de trente ans. Temps suffisant pour avoir surmonté une transition compliquée mais qui a été considérée longtemps comme un modèle dont s'inspirer, peut-être plus respecté aujourd'hui à l'étranger qu'en Espagne même. Jeune démocratie qui a, aussi, surmonté le coup d'État de 1981, trois décennies de terrorisme interne (l'ETA, mais pas seulement, puis qu'il faut aussi compter d'autres groupuscules d'extrême gauche et d'extrême droite), et toutes sortes d'incidents et épisodes positifs, comme l'entrée dans l'OTAN et dans l'Union européenne.

De cette période de trente ans, il nous faut retenir des séquences d'une alternance assez inégale et aux profils fort différents. Le centre droit, modéré, d'Adolfo Suarez, a dominé la scène politique entre les premières élections de juin 1977 et sa démission début 1981. Son successeur au même parti, Calvo Sotelo, a présidé un bref interrègne d'un an et demi, le temps pour

* Professeur au département de science politique et droit constitutionnel à l'université de Barcelone.

que ce parti centriste, l'UCD (Union de Centro Democrático), créé littéralement la veille des premières élections de 1977, perde sa majorité relative et disparaisse en raison surtout de ses propres crises internes. De fait, la droite y était partiellement présente, d'un point de vue sociologique, mais son leader, Adolfo Suarez, s'est toujours défini au centre et avait en face de lui, loin à droite, le parti qui successivement s'est appelé Alianza Popular ou Partido Popular, dirigé par Fraga Iribarne, un ancien ministre de Franco. Donc, la première étape de la transition a été dirigée au centre et par le centre politique.

1982, majorité absolue, écrasante, de Felipe González, ce fut le début d'une longue étape de gouvernements socialistes, toujours dirigés par « Felipe », et qui entre 1982 et 1996 donna une image de l'Espagne qui a sans doute marqué une époque. Il est indispensable de rappeler à quel point cet épisode allait au-delà d'une simple alternance. L'Espagne n'avait *jamais* connu de gouvernement socialiste, même pendant l'instable II^e^ République (1931-1936), à l'exception du Front populaire, cartel des gauches et du centre gauche républicain, condamné d'avance par le coup d'État de Franco et la guerre civile qui s'ensuivit (1936-1939). Il faut le souligner, parce que, entre 1800 et 1977, l'Espagne n'a pas vraiment connu de régime politique libéral représentatif avec un minimum de stabilité. Ainsi donc, la victoire socialiste de 1982 fut en soi un test d'alternance, mais sa durabilité, quatorze ans, constitue une preuve, à notre avis définitive, de consolidation démocratique et d'intégration de l'Espagne dans l'Europe occidentale de l'après-guerre mondial. Les années Felipe González ont déjà été analysées dans d'autres numéros de la revue *Pouvoirs*, mais il était nécessaire d'introduire ici une certaine perspective historique pour mieux en comprendre le sens profond.

En effet, l'usure d'une telle expérience de gouvernement socialiste, l'accumulation d'erreurs mais aussi de fautes graves, comme le terrorisme d'État contre l'ETA (connu sous les sigles GAL, et confirmé depuis par les tribunaux de justice à maintes reprises), expliquèrent assez facilement le nouvel épisode d'alternance de 1996, à savoir la première victoire de José María Aznar à la tête de son parti, le PP (Partido Popular). Nous nous rangeons parmi ceux qui défendent la thèse selon laquelle il s'agissait aussi d'une sorte de première : le retour de la vraie droite au pouvoir, sans doute la première fois en régime démocratique et sous le suffrage universel (de nouveau, avec l'exception de 1933 sous la II^e^ République), parce que ni José María Aznar, ni son projet, ni son parti ne pouvaient se réclamer de l'héritage d'Adolfo Suarez et de l'UCD des années 1977-1981.

Il est intéressant de noter que, n'ayant gagné qu'à la majorité relative, la première législature d'Aznar (1996-2000) a été placée sous le signe contradictoire d'une volonté de modération, centriste, et de gestes à profil autoritaire (par exemple, les tentatives de mainmise sur certains médias indociles, ou simplement indépendants). La volonté centriste s'explique et se confirme à la fois, par cette loi de fer de la démocratie représentative : quand un parti gagne des élections pour la première fois –

alternance –, il n'a pas vraiment l'expérience des institutions ni des subtilités de la politique partisane : si la victoire est acquise à la majorité relative, son discours et ses premières décisions tendent à la modération, fût-ce de façon éphémère. La preuve *a contrario* en est, comme ce fut le cas à partir d'un certain moment avec d'autres exemples (González ou Pujol, leader nationaliste modéré avec ses vingt-trois années de gouvernement en Catalogne), que la majorité absolue accélère les tendances au radicalisme (non point tant dans l'idéologie que dans le style de gestion gouvernementale). Aznar n'y a pas échappé. Sa deuxième législature (2000-2004) présente un profil assez différent. Ainsi, lors de son investiture en 1996, le parti nationaliste basque, dirigé par Arzalluz, avait voté favorablement, après une classique (et somme toute légitime) négociation budgétaire. À l'inverse, la deuxième législature s'est installée dans l'attaque frontale et incessante de José María Aznar contre tous les nationalismes (autres que le nationalisme espagnol, qui existe et n'est point négligeable), avec l'intention explicite de faire amalgame entre nationalisme (comme idéologie et comme projet politique) et terrorisme basque. De toute évidence, cette dynamique fut renforcée par l'évolution de l'ETA qui proposa, puis brisa de façon délibérée, la trêve de 1998, en reprenant la série meurtrière d'attentats de plus en plus indiscriminés contre toute personne pouvant avoir un lien direct ou indirect avec le gouvernement, l'administration, le patronat (y compris nationaliste basque), ou de simples conseillers municipaux du parti populaire ou du parti socialiste. Tout cela a porté Aznar à des positions de plus en plus dures, avec le soutien important d'une partie de l'opinion.

Il est vrai que les deux gouvernements Aznar ont eu l'avantage de pouvoir contempler la longue et pénible traversée du désert du PSOE, dont plusieurs épisodes méritent commentaire, pour illustration et exemple (peut-être les dirigeants actuels du Partido Popular, début 2005, devraient-ils en prendre note). En premier lieu, presque quinze ans de gouvernement avaient créé une culture politique au sein du PSOE, en tant que parti de gouvernement, marquée par un fort clientélisme. Ceci n'a favorisé ni le sens de l'autocritique, ni celui de la lucidité, puisque le PSOE a vécu ses propres épisodes de scandale dû au financement illégal. À ceci près que la direction du parti a regardé ailleurs, pendant que de loyaux écuyers, les responsables des finances ou de l'appareil, ont eu à affronter de pénibles expériences judiciaires *à titre personnel*. Plus grave, la gestion du scandale du terrorisme d'État – les actions du groupe GAL – avait été désastreuse, en particulier de la part de certains responsables politiques (à commencer par une partie du gouvernement), mais tout autant que celle de la stratégie antiterroriste, puisque les retombées négatives, opérationnelles ou de légitimité politique, ont été phénoménales et le bilan simplement catastrophique.

JOSÉ LUIS RODRÍGUEZ ZAPATERO OU LA SUCCESSION IMPRÉVUE

Ceci explique la longue et difficile relève à la tête du PSOE. D'une part, Felipe González a eu un certain mal à « savoir se retirer », ce qui est assez fréquent en politique, surtout en Europe méditer-

ranéenne. En effet, sous d'autres latitudes, John Major, Helmut Kohl, pour ne pas citer les leaders scandinaves, une fois leur mandat terminé, savent plus au moins partir. Leurs successeurs, avec plus ou moins de talent, ne dépendent que d'eux-mêmes pour gagner le soutien des électeurs, et *a fortiori* de l'opinion publique. Sous nos latitudes, Felipe González, Jordi Pujol et, depuis mars 2004, José María Aznar ont rendu la vie difficile à leurs successeurs. L'ombre de ces dirigeants, qui ont marqué chacun leur époque, est parfois longue et dense. Ainsi, depuis 1996 et jusqu'à 2000, Felipe González est en grande partie responsable des échecs successifs de Josep Borrell (par ailleurs aujourd'hui à la tête du Parlement européen) et d'Almunia (aujourd'hui commissaire européen). Fidèles de la première heure, et ministres des gouvernements González, il ne leur a pas été donné l'occasion pour autant d'apparaître aux yeux de l'opinion ni comme une vraie alternative possible à Aznar, ni d'incarner une rupture avec les aspects les plus négatifs du bilan des gouvernements socialistes. Première leçon, donc, l'alternative comme condition d'une rénovation politique, précondition exigible à toute tentative de retour au pouvoir, doit non seulement *être vraie* (nouvelles têtes, nouvelles générations), elle doit aussi être *visuellement* crédible.

Il faut se rappeler qu'en 2000 le congrès du PSOE s'annonçait compliqué, les graves échecs politiques des candidats Borrell et Almunia (Aznar remportait les élections de 2000 à la majorité absolue) ouvraient la voie à une compétition incertaine. Plusieurs candidats se présentaient devant les délégués, Felipe González lui-même ne put s'empêcher de laisser entendre que son candidat était Bono (actuel ministre de la Défense du gouvernement Zapatero), ce qui s'avérait dangereux, lui aussi étant très lié à la vieille garde *felipiste*.

C'est dans ce contexte que décide de se présenter un homme peu connu – député du León, jeune, éloigné de l'appareil, un provincial –, José Luis Rodríguez Zapatero, qui au début est appuyé par un petit groupe de moins de dix jeunes socialistes (la « garde rapprochée » était en fait, à la veille du congrès, de cinq personnes). Il monte à la tribune, parle franc, simple, et vrai, et gagne le congrès à une quinzaine de voix. Le choc est de taille, et pendant longtemps la vieille garde s'obstine à ne pas le prendre au sérieux, parfois même (souvent) en public. Felipe González lui-même a mis des mois à lui montrer son premier soutien public. Tout ceci devait entamer une lente, complexe, difficile rénovation de l'appareil du parti, de ses structures, s'articuler avec de fortes fédérations territoriales : l'Estrémadure, l'Andalousie, la Catalogne, le Pays basque bien sûr.

Zapatero décida de se présenter comme un coureur de fond, et d'adopter un style, au Parlement et dans la rue ou devant les médias, aux antipodes de la crispation de ton d'Aznar, mais aussi d'un certain discours et d'un mode d'action politique assez sectaires, culturellement agressifs, peu enclins à la tolérance, que d'autres courants politiques partageaient avec Aznar et les durs de son parti. Finalement, tous ont commis la même erreur, à droite, au centre et à gauche. Zapatero, en ayant l'air d'être le seul à y croire (ainsi que

ses proches), a gagné le congrès socialiste de 2000 contre toute attente. Et le 14 mars, contre toute attente aussi (au moins jusqu'à vingt-quatre heures du scrutin) et dans le contexte des retombées de l'attentat du 11 mars, de nouveau il a gagné. Contre ceux qui pensent que ce résultat électoral l'a pris totalement au dépourvu, nous allons voir jusqu'à quel point il avait tout prévu, tout pensé. Tout prévu puisqu'il avait en tête la composition du gouvernement, jusqu'aux niveaux de direction générale, ainsi que la rénovation des structures administratives. Tout pensé, puisqu'il avait non seulement un vrai programme de gouvernement, mais qu'il a commencé à l'appliquer grâce à toutes sortes de prévisions normatives dans les cent premiers jours de son mandat.

11 MARS – 14 MARS 2004 : LE RETOUR À LA POLITIQUE

Deux questions doivent être abordées ici : l'attentat terroriste du 11 mars et les élections du 14 mars. Presque tout a été dit sur le premier. En somme, l'Espagne est entrée dans la liste des pays victimes de la galaxie Al Qaida, avec les États-Unis, l'Indonésie, la Tunisie et d'autres. Il est vrai, il s'agit du plus grand attentat terroriste en Europe depuis 1945. Deux idées nous semblent indispensables pour en comprendre la vraie nature. La première tient au fait que, depuis 2001, la police espagnole (avec d'autres polices européennes) avait démantelé quelques petits réseaux, mis au jour le rôle joué par l'Espagne comme base arrière du groupe de Mohamed Atta (leader des attaques du 11 septembre 2001), etc., ce qui faisait penser que, pour Al Qaida, l'Espagne était surtout une base de repli, logistique et de cellules « dormantes ». Or, la routine sécuritaire veut que si un pays est « base arrière », il n'est pas opérationnel comme objectif d'un acte terroriste. Ici aussi Al Qaida a innové, comme en Indonésie ou en Arabie Saoudite, tout pays pouvant être à la fois terrain de recrutement (pour commencer), base logistique et objectif d'attaque. La deuxième est que la police espagnole (avec le concours d'autres polices, européennes, du Maghreb, mais pas ou peu des États-Unis) a pratiquement arrêté ou neutralisé la quasi-totalité des membres du groupe qui a commis l'attentat du 11 mars, et reconstruit tout son parcours organisationnel. Ce qui frappe, c'est la confirmation d'Al Qaida comme « marque » ou « franchise » qui permet à de petits groupes très autonomes de décider seuls de telle ou telle action, ainsi que la découverte que le recrutement ait été fait surtout dans les prisons, au sein des petits délinquants et marginaux sociaux, dont une proportion considérable d'origine maghrébine. Donc, au-delà de certaines imprévoyances que quelques membres du gouvernement Aznar et responsables des forces de sécurité reconnaissent en privé, il était difficile d'anticiper ou de neutraliser un tel acte. Mais la façon dont le gouvernement a *géré la crise* pendant les trois jours qui vont du 11 au 13 mars est une des raisons principales de la défaite électorale qui s'ensuivit. En effet, alors que depuis les premières heures la piste islamiste était privilégiée par la police, le ministre de l'Intérieur a maintenu la thèse de l'ETA jusqu'au bout. La ministre des Affaires étrangères, M^me^ Palacio, est allée jusqu'à envoyer un télex à tous les ambassadeurs avec l'instruction précise de confirmer la thèse de l'ETA (certains

diplomates en ont immédiatement transmis une copie aux médias), et à forcer un vote à l'ONU qui vaudra à l'Espagne l'humiliation de devoir par la suite présenter ses excuses au Conseil de sécurité. La Commission parlementaire sur le 11 mars, qui a conclu ses travaux en décembre 2004, a été transformée en un terrain d'affrontement lamentable par le parti populaire, qui n'a pas digéré sa défaite et continue d'affirmer que « tôt ou tard » il sera confirmé que les auteurs de l'attaque étaient *à la fois* l'ETA et le terrorisme islamiste. En gros, l'indignation de l'opinion s'est transformée en un double phénomène : une partie des électeurs a choisi de sortir de l'abstention (8 % de participation additionnelle à celle que donnaient les sondages deux semaines avant les faits), une autre a changé de vote ou a choisi de sanctionner le PP. À la fin, José María Aznar a payé d'une lourde défaite électorale (alors qu'il n'était même plus candidat) l'enchaînement d'une série de choix, en différentes matières et non seulement par rapport aux attentats du 11 mars, qui se sont révélés désastreux.

Mais cela doit se lire aussi comme une irruption subite de la politique, un retour de la *volonté* des électeurs, une réaction sociale, qui marque un changement net alors que l'inertie amenait tout au plus à une nouvelle victoire du PP, à la majorité relative cette fois. Il ne faut pas oublier que déjà, en mai 2003, après les grandes mobilisations contre la guerre en Irak, les élections municipales avaient marqué une égalité entre le PP et le PSOE (avec un avantage de celui-ci de 1 % des voix), mais la traduction en sièges de conseillers municipaux et en nombre de mairies en avait faussé la perception. Un cumul d'erreurs, masqué par un style arrogant et sectaire : le désastre du pétrolier *Prestige*, l'alignement sur la politique de George Bush (que soulignait une chaleureuse photo aux Açores), la tension avec le Maroc, les manifestations contre la guerre en Irak, l'accident de l'avion de transport militaire Yak 42 qui rapatriait près de soixante-dix militaires de leur mission en Afghanistan, les tensions avec tous les partis… Le fait, par exemple, que le jour de ses adieux devant le Parlement (alors qu'il avait annoncé publiquement qu'il ne serait plus candidat), Aznar ait tourné ostensiblement le dos à *tous* les autres groupes parlementaires et ait seulement remercié les députés de son parti, tout cela a contribué à la fin de cette époque. S'ouvre donc, le 14 mars, la période Zapatero.

En moins de cent jours, Zapatero a de toute évidence pris les mesures qu'il avait promises en campagne électorale et inscrites dans son programme de gouvernement. Il est impératif de mentionner les dix plus importantes :

1. Retour immédiat des troupes espagnoles présentes en Irak, où elles furent envoyées dans les conditions polémiques bien connues dues à l'alignement inconditionnel d'Aznar sur la politique internationale de George Bush. En fait, Zapatero a donné l'ordre de repli le premier jour de son mandat, une fois que son ministre de la Défense eut prêté serment.

2. Projet de loi sur la violence, notamment conjugale, envers les femmes, lequel, bien que sujet à débat, se propose d'aborder frontalement un problème qui en Espagne est en train de prendre des proportions inouïes : la

violence faite aux femmes de par leur condition de femmes.

3. Changement d'attitude radical vis-à-vis du projet de Traité constitutionnel pour l'Europe, thème sur lequel il a fait pivoter de 180° la position de l'Espagne, pour adopter une attitude résolument favorable.

4. En rapport avec la question antérieure, attitude résolument favorable au rapprochement avec la France et l'Allemagne, non seulement sur le projet européen, mais plus généralement sur la politique internationale et surtout sur les Nations unies.

5. Augmentation du revenu minimum interprofessionnel, c'est-à-dire, le « salaire minimum ».

6. Plan de réforme de l'Éducation, ce qui est assez classique en alternance, mais accompagné cette fois-ci de la suspension immédiate de certains aspects de la loi en vigueur, à divers échelons de l'Éducation nationale.

7. Changements à de hauts échelons du commandement militaire, en relation avec l'accident de l'avion Yak 42 en Turquie, de retour d'Afghanistan. Ce scandale ne finit pas de s'éteindre, au vu des informations concernant les conditions d'affrètement de l'avion, les modalités du rapatriement des cadavres sans identification appropriée (contre l'avis des autorités turques), la façon dont les familles ont été traitées par le gouvernement Aznar. Ce fut un autre épisode de manipulation de l'opinion, déjà agitée par l'affaire du *Prestige*, ce pétrolier échoué devant la Galice et dont la catastrophe qu'il a provoquée sur l'environnement a été systématiquement niée et manipulée par le gouvernement de l'époque.

8. Augmentation des bourses à l'éducation pour un montant de 60 millions d'euros, au bénéfice de 50 000 étudiants.

9. Proposition d'un « Pacte pour la stabilité, la compétitivité et la cohésion sociale » au patronat et aux syndicats.

10. Suppression du très polémique « Plan hydraulique national » qui prétendait dévier d'importantes quantités d'eau de l'Èbre, ce qui aurait eu des conséquences significatives pour l'agriculture d'Aragon et de la Catalogne (régions peu dociles), au bénéfice de la Murcie et des régions agricoles proches qui se sont spécialisées en culture intensive, bien au-delà de leurs ressources propres en eau.

Avec des hauts et des bas, cette tendance a continué pendant le reste de l'année 2004, avec des moments forts de tension et d'affrontement, en particulier avec un parti populaire qui semblait avoir choisi de façon délibérée l'affrontement systématique avec le gouvernement, au Parlement mais aussi dans les médias et à travers l'Église catholique qui continue d'être en Espagne un lobby redoutable – sur la question du projet de loi concernant le mariage entre homosexuels, par exemple, ou sur certains aspects de l'enseignement de la religion dans le système éducatif espagnol. On peut aussi faire mention d'une autre décision remarquée : la moitié des ministres du nouveau gouvernement sont des femmes, huit, une parité que seuls quelques pays scandinaves ou l'Islande ont instaurée. La numéro deux du gouvernement, la vice-présidente M^me^ Fernandez de la Vega, coordonne l'action du gouvernement d'une main de fer et n'est visiblement pas là pour faire de la figuration. La droite a, bien entendu, raillé cette décision, accusant Zapatero

d'être démagogue ou frivole; le fait est que s'il était si simple de le faire, personne pourtant ne l'avait fait avant lui en Espagne. L'impact de telles mesures est difficile à évaluer, mais les sondages semblent confirmer que l'électorat féminin n'y est pas insensible.

De telle sorte qu'au moment des bilans propres à toute fin d'année (quoiqu'un nouveau bilan doive coïncider avec mars 2005), il nous semble utile d'insister sur quelques aspects de la situation actuelle de l'Espagne au moment de clore cet article, en janvier 2005.

La question territoriale doit être examinée en priorité. En Espagne, pour aborder le problème de l'hétérogénéité des territoires et de leurs populations (l'État-nation n'a pas été très performant au cours des deux derniers siècles, comparé à nos voisins les plus proches, la France et le Portugal), la notion de *décentralisation* est nettement insuffisante, le problème n'étant certainement pas celui de l'efficacité de l'Administration centrale. Il s'agit d'un problème politique, toujours présent, et avec des tensions sous-jacentes. Mais la Constitution de 1978, au moment de son entrée en vigueur, exprimait juridiquement et politiquement un effort sans précédent, facilité d'ailleurs par le consensus, mot clé de notre transition, pour sortir d'une impasse de deux siècles. Le régime des communautés autonomes est, pour la plupart des experts à l'échelle européenne, le plus proche d'un système fonctionnellement fédéral que l'on puisse trouver aujourd'hui en droit comparé. Cela dit, le rendement fonctionnel de ce système de décentralisation territorial a été un peu inégal, mais quelques points de vue méthodologiques permettent d'en aborder le bilan.

Par exemple, on a certainement surestimé (au début, entre 1978 et 1983) le fait que la dimension matérielle (financement), juridique (exécutif et législatif régionaux avec des pouvoirs substantiels) et sociale allait produire à moyen terme des effets de taille, entre autres pour enrayer les capacités de l'ETA par exemple au Pays basque, et, à un autre niveau, pour amener certains nationalismes à une plus grande (et librement assumée) loyauté constitutionnelle. Cela devait produire en même temps une culture politique de *pluralisme territorial*, qui puisse atténuer les effets de ce qu'il convient d'appeler le *centralisme conservateur* espagnol. En effet, les tensions accumulées ne sont pas seulement de la responsabilité exclusive des uns ou de l'autre.

José María Aznar avait certainement infléchi le discours des gouvernements UCD et PSOE en la matière, notamment dans la deuxième législature, jusqu'à rompre tout contact et dénier toute légitimité aux partis nationalistes qui n'ont pourtant aucun lien avec le terrorisme. Qui plus est, Aznar a étendu cette pratique aux gouvernements régionaux (issus du suffrage universel et pleinement inscrits dans le cadre de la Constitution) tenus par des forces nationalistes, ce qui est une première depuis la mort de Franco. Cette stratégie a été perçue par une partie de l'opinion espagnole avec sympathie, surtout au vu des attentats commis par l'ETA, mais a été aussi perçue par de vastes secteurs de l'opinion comme un retour de la vieille droite espagnole, farouchement centraliste, hostile à tout nationalisme autre que celui de *sa* vision de l'Espagne conservatrice. Et la

droite réveille encore certains fantasmes en Espagne aujourd'hui…

Zapatero a immédiatement choisi une double stratégie. D'une part, changer le ton, changer le style, restituer leur légitimité démocratique aux options qui, se réclamant de tel ou tel nationalisme, le font dans le cadre de la Constitution et au sein des institutions issues de ce même cadre constitutionnel (qui comprend les statuts d'autonomie). D'autre part, entamer un dialogue avec les dix-sept présidents des communautés autonomes (tous, selon le principe d'égalité), avec un volet spécial Catalogne et Pays basque (Aznar avait refusé de rencontrer les présidents de ces deux communautés depuis des années). D'autre part, ouvrir un dialogue sur l'acceptation du principe d'une possible révision et réforme de certains statuts d'autonomie (ce qui est formellement possible dans le cadre juridique) tout en fixant les limites de procédure et de fond (cela doit être approuvé en dernier lieu au congrès des députés, à Madrid, comme loi organique, ce qui exige au moins le concours des grands partis, donc un principe de négociation et de consensus).

Mars 2005, premier anniversaire de l'accession de José Luis Rodríguez Zapatero au gouvernement, sera certainement l'occasion d'un bilan plus complet. Mais, en guise de conclusion, 2004 reste sans doute une année de grands bouleversements en Espagne, victime d'un acte terroriste de proportions dramatiques, mais exemple aussi d'une réaction civique et sociale absolument remarquable.